

*L'Adresse—M. Andre*

des ressources vives de l'économie augmentent plus vite que l'économie ne croît en général; aussi, même s'il y a croissance de l'économie, les revenus de l'État s'accroissent plus vite qu'elle; par conséquent, il est à la tête de revenus supplémentaires qu'il peut dépenser et qu'il dépense.

Enfin l'inflation elle-même est la troisième cause très importante de l'augmentation des dépenses gouvernementales. Je ne limiterai pas ici à parler de l'accroissement des dépenses au titre des produits et services que le gouvernement achète; je fais allusion plutôt à l'accroissement des recettes fiscales qui tombent dans les caisses de l'État du fait de l'inflation. Les gouvernements sont les premiers à profiter de l'inflation. En fait, étant donné le barème fiscal actuel, même avec une croissance réelle de l'économie 0 p. 100, tant que l'inflation est de 10 p. 100, les revenus du gouvernement s'accroissent de 16 p. 100.

Les gouvernements retirent donc une augmentation automatique réelle de leurs recettes fiscales, qui sort tout droit de notre poche, du fait de l'inflation, sans qu'il y ait croissance de l'économie. Il est possible et souhaitable de modifier cet état de choses. Il faudrait éliminer le facteur d'inflation de l'ensemble du régime fiscal actuel. Les gouvernements ont le droit d'imposer le public, c'est un besoin et une nécessité mais il faudrait que cela soit fait sous forme d'impôts réels, clairs et nets, que le contribuable paierait en toute connaissance de cause. On ne devrait pas tolérer cette sorte d'imposition insidieuse que le gouvernement tire indirectement de l'inflation.

Il faut admettre que politiquement il est plus facile de dépenser que d'économiser et de se montrer frugal, et le gouvernement a la bonne réputation d'être plus enclin, en général, à suivre la voie politique la plus aisée. Quand il fait une rétrospective de sa carrière ou de ses succès politiques, chaque ministre aime mentionner les merveilleux programmes de plusieurs milliards de dollars qu'il a instaurés pendant qu'il était à la tête d'un ministère quelconque. C'est là une réalité politique. J'imagine que nous devons l'accepter, mais un gouvernement réfléchi devrait résister à cette tentation.

La cinquième raison de l'importance des dépenses gouvernementales, c'est que le gouvernement fédéral peut imprimer de l'argent. Ce privilège n'est pas accordé à bien des gens. Lorsqu'un particulier s'y fait prendre, on le jette en prison. Pourtant, c'est une chose que le gouvernement peut faire et a fait très souvent ces dernières années. C'est un autre exemple d'imposition sournoise. Quand le gouvernement vend ses obligations à la Banque du Canada en retour de billets de banque tout neufs, il dévalue notre monnaie canadienne. Autrement dit, c'est une autre façon détournée pour le gouvernement de percevoir des impôts.

La sixième raison de l'augmentation des dépenses gouvernementales, c'est le mauvais exemple donné par le cabinet, et surtout par le premier ministre. Comment peut-on sérieusement essayer de faire comprendre aux fonctionnaires la nécessité d'économiser et de limiter leurs dépenses lorsque les ministres voyagent par avion partout au pays, parfois par affaires et parfois pour des voyages d'agrément, en accumulant des frais et transport exorbitants. Le premier ministre a dépensé plusieurs centaines de milliers de dollars pour rénover et améliorer la résidence du 24 Sussex. Les ministres dépensent des dizaines de milliers de dollars pour décorer leurs bureaux. Il font poser du papier peint qui se vend énormément

cher la verge et ensuite ils le font enlever parce que les couleurs ne sont pas tout à fait dans le même ton que les divans qu'ils ont choisis. Tout cela a un effet général très important sur la mentalité du milieu gouvernemental. On ne peut pas demander aux gens de se conformer à un système qui s'appuie non pas sur l'exemple, mais sur des directives ministérielles. Pourtant, c'est ce que le gouvernement a fait jusqu'ici et c'est l'une des principales raisons de l'attitude dépensière des gouvernements.

La septième raison de l'augmentation incroyable des dépenses gouvernementales réside dans la mauvaise administration des fonds que le cabinet, et surtout le président du Conseil du Trésor, est censé administrer. Je n'entrerai pas dans les détails, sauf pour citer un extrait du rapport du vérificateur général de novembre dernier:

L'étude des systèmes utilisés par les ministères, organismes et sociétés de la Couronne vérifiés par l'Auditeur général démontre que la gestion et le contrôle financiers au sein du gouvernement canadien sont foncièrement inadéquats. De plus, cette situation continuera d'exister à moins que le gouvernement ne prenne des mesures fermes, appropriées et efficaces en vue de corriger cette situation vraiment très sérieuse.

Si des mots tels que «situation vraiment très sérieuse» apparaissaient dans la vérification comptable d'une société privée, cette société serait immédiatement radiée de la Bourse car, dans le cas contraire, les valeurs péricliteraient et forceraient le renvoi du président et du principal agent financier, au moins, sans compter de la part des actionnaires une demande de destitution de tout le conseil d'administration. Et, pourtant, nous voyons cette déclaration du vérificateur général au sujet de gens qui dépensent 45 milliards de deniers publics au petit bonheur la chance.

Quelle suite le gouvernement a-t-il donnée à ces recommandations? L'une des principales recommandations du vérificateur visait la création du poste de contrôleur général. Au début, le président du Conseil du Trésor a pieusement déclaré que cette déclaration entraînait en conflit avec la responsabilité ministérielle. Toutefois, après avoir constaté que cette recommandation était fondée, le président du Conseil du Trésor a admis qu'il fallait nommer un contrôleur général. Je parle du 25 avril de cette année. Le 30 mai, en réponse à une question, le ministre déclarait qu'il cherchait activement un contrôleur général et qu'il comptait bientôt en nommer un. Nous sommes maintenant le 20 octobre, soit plus de 11 mois après la première recommandation du vérificateur général.

● (1642)

Nous n'avons toujours pas de contrôleur général et nous n'avons aucune preuve que des changements soient intervenus au sein du Conseil du Trésor ou de tout autre ministère ou organisme gouvernemental en vue de mettre en œuvre ces recommandations du vérificateur général. Pour autant que nous sachions, la gestion financière du gouvernement est aussi médiocre, inappropriée et inadéquate qu'elle l'était il y a un an lorsque le vérificateur général a pour la première fois fait rapport de cette affaire. C'est absolument intolérable.

La huitième raison pour laquelle les dépenses du gouvernement auraient augmenté aussi rapidement n'est que pure duperie de la part du gouvernement. Voici un exemple qui illustrera mes propos. Le 19 février 1975, le président du Conseil du Trésor a présenté le budget principal pour 1975-1976 en disant que ce montant de 28.24 milliards de dollars n'accusait qu'une augmentation de 11 p. 100 sur l'année